

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 23 mars 2018

Premier mouvement familial associatif de France
Association reconnue d'utilité publique
Association de défense des consommateurs

160 000 familles adhérentes 2 200 associations locales

LA POLITIQUE FAMILIALE MÉRITE MIEUX QU'UNE POLÉMIQUE POLITICIENNE. OUI À LA FUSION DU QUOTIENT FAMILIAL ET DES ALLOCATIONS FAMILIALES, NON À LA MISE SOUS CONDITION DE RESSOURCES!

L'échec de la mission parlementaire sur la politique familiale et la polémique qui s'en est suivie, témoignent une nouvelle fois d'une vision politicienne empêchant toute réforme ambitieuse. Depuis plusieurs années, la politique familiale fait l'objet de réformes uniquement guidées par une vision comptable. Si des transferts vers les plus modestes ont eu lieu, l'enveloppe globale dédiée aux familles n'a fait que diminuer, les dispositifs d'aides sont devenus illisibles.

Familles Rurales refuse l'inertie et les tabous qui maintiennent un statu quo inacceptable et pénalisant pour les familles et appelle le gouvernement à proposer une politique familiale ambitieuse, à la fois universelle et redistributive.

- Universalité: fusion du quotient familial et des allocations familiales afin de créer une aide universelle distribuée à chaque famille sans aucune condition de ressources dès le premier enfant.
 - Pour ne faire aucun perdant parmi les classes moyennes, cette aide, évolutive en fonction de l'âge de l'enfant, nécessite de porter l'enveloppe globale à 30 Milliards d'€ contre 24 Milliards aujourd'hui. Rappelons que les ménages ont été ponctionnés de plus de 50 Milliards d'euros depuis 2011, il est temps de leur redonner du pouvoir d'achat aux familles!
- Redistribution: maintien et simplification des aides existantes sous conditions de ressources afin de soutenir les plus modestes. Les nombreuses prestations familiales existantes aujourd'hui (PAJE, allocations de rentrée scolaire, complément familial etc.) doivent être simplifiées pour plus de lisibilité et maintenues sous condition de ressources afin d'assurer une aide supplémentaire aux plus modestes.

Familles Rurales a défendu cette proposition à l'occasion de son audition devant la mission parlementaire. Si l'idée de fusionner quotient familial et allocations familiales a été reprise, réaliser cette réforme à budget constant et mettre cette nouvelle aide sous condition de ressources serait contreproductif. Le Mouvement regrette également que le débat ait été détourné et focalisé sur le quotient familial et sa supposée suppression, alors que l'objectif est bien de construire une nouvelle politique plus efficace et plus juste pour l'ensemble des familles. Familles Rurales appelle de ses vœux la fin des polémiques politiciennes et une véritable concertation avec le gouvernement et les parlementaires afin de mettre en place une réforme véritablement ambitieuse et consensuelle.